

**Fiche des constatations effectuées lors d'une visite d'inspection
Code de l'Environnement**

DREAL Bourgogne Franche-Comté

Réf. FB/SK/2016-528

Unité départementale : Côte d'Or		Subdivision : 2	
Nom de l'inspecteur : François BAUDIN		Accompagné par : Lieutenant BRILLET (SDIS)	
Date de la lettre d'annonce de l'inspection : 28 novembre 2016 Date de l'inspection : 12 décembre 2016			
Type d'inspection :	<input checked="" type="checkbox"/> approfondie <input type="checkbox"/> inopinée <input checked="" type="checkbox"/> planifiée	ou ou ou	<input type="checkbox"/> courante ou <input type="checkbox"/> rapide <input checked="" type="checkbox"/> annoncée <input type="checkbox"/> circonstancielle
motif de la planification : <i>Action nationale</i>	ou détail des circonstances :		
Société : BRUGERE Fernand		Régime : A	
Commune : CHÂTILLON-SUR-SEINE		Priorité : Autre	
Activités : Fabrication de plaquage hêtre			
Liste des installations inspectées : <ul style="list-style-type: none">• Chaudière bois (silos 1 & 2)• Usine placage bois• Atelier Contre-Plaqué• 2 réserves incendie			
Thèmes : Risques accidentels			
Référentiels de l'inspection : <ul style="list-style-type: none">• Arrêté Préfectoral d'autorisation du 28 août 1998• Arrêté préfectoral complémentaire du 18 mars 2002			
Liste des noms et qualités des personnes rencontrées sur le site lors de l'inspection : <ul style="list-style-type: none">• M. VACHEYROUT : Directeur du site• M. DARGERÉ : Responsable production• M. MERCY : Responsable technique• Mme HEINTZELMANN : Animatrice sécurité environnement			
Principales constatations effectuées, principaux constats d'écarts par rapport au référentiel d'inspection : <p>Malgré une situation économique difficile, l'exploitant a montré sa bonne volonté de vouloir améliorer son site, notamment au niveau de la sécurité.</p> <p>Des difficultés financières l'ont contraint à faire des choix stratégiques sans oublier un des objectifs principaux qui est de maintenir un niveau de sécurité optimale des installations. Des améliorations doivent néanmoins être apportées, notamment la mise en conformité électrique.</p> <p>L'impression générale est plutôt bonne.</p> <p>Il est à noter que le site a fait l'objet de deux incendies en 2013. Pour cela, il est demandé à l'exploitant de bien vouloir se rapprocher du SDIS afin d'établir un plan d'intervention / lutte contre l'incendie et de définir une « stratégie » en cas d'incendie sur le site, notamment en cas d'incendie au niveau de la chaudière bois. Compte tenu de la spécificité du site (chaudière bois), il est important que le SDIS ait une connaissance des lieux en cas d'intervention. Des exercices pourront être organisés avec le SDIS.</p>			

Arrêté Préfectoral d'autorisation Préfectoral du 28 août 1998 modifié par l'Arrêté préfectoral complémentaire du 18 mars 2002

- **Article 3** : l'exploitant fera parvenir une mise à jour du classement de ses installations.
- **Article 6.2** : le travail de rédaction des consignes d'exploitation de l'ensemble des installations a été initié et est à poursuivre afin de garantir un système de sécurité optimal des installations.
- **Article 11.2** : l'exploitant doit procéder à un contrôle régulier de son clapet anti-retour sur le raccordement au réseau public ; une procédure associée à cette opération doit être mise en place.
- **Articles 17.2 et 19.2** : concentration en NO_x non conforme en sortie de la chaudière gaz (rejets à l'atmosphère) : des réglages de la chaudière gaz doivent être réalisés pour obtenir une concentration en NO_x conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 mars 2002 (mise en conformité de la chaudière gaz).
- **Article 30** : l'exploitant doit poursuivre la mise en conformité électrique de ses installations en levant les non-conformités électriques dans les meilleurs délais.
- **Article 32** :
 - un plan d'intervention en cas d'incendie devra être établi en lien avec le SDIS,
 - des mesures doivent être prises afin de garantir en permanence le volume d'eau maximal des deux réserves incendie,
 - le débit des poteaux incendie doit faire l'objet d'un contrôle,
 - il est demandé à l'exploitant de se rapprocher du SDIS pour qu'une visite complète du site (ateliers de production, chaudières...) soit organisée avec les pompiers, qu'une vérification du dimensionnement des moyens matériels soit réalisée et qu'un exercice pour tester le plan d'intervention en cas d'incendie, soit mis en place.

Au cours de la visite, il a été constaté dans l'atelier contreplaqué, que le câble d'une trappe de désenfumage était hors d'usage. L'exploitant devra procéder à la vérification des ouvertures des trappes de désenfumage et devra engager les réparations nécessaires dans les meilleurs délais.

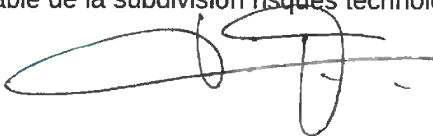
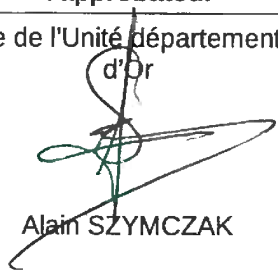
Suites envisagées :

Observations à traiter par courrier

Liste des documents établis suite à la visite :

- Tableau des constats
- Lettre à l'exploitant

Date : 10 janvier 2017

Le rédacteur	Le vérificateur et l'approbateur
L'inspecteur de l'environnement Responsable de la subdivision risques technologiques  François BAUDIN	Le Responsable de l'Unité départementale de la Côte d'Or  Alain SZYMCAK

DREAL BOURGOGNE - FRANCHE COMTE

UNITE DÉPARTEMENTALE DE CÔTE D'OR

TABLEAU DES CONSTATS

Visite d'inspection : Société Brugères - Châtillon sur Seine

Date : 12 décembre 2016

Inspecteur : BAUDIN François

Arrêté Préfectoral d'autorisation

Référentiels :

- Arrêté préfectoral d'autorisation du 28 août 1998 modifié par l'Arrêté préfectoral complémentaire du 18 mars 2002

Article	Exigence(s) à vérifier	Nature du constat	Constats / Commentaires / Observations
3	<u>Classement des installations du site</u>	Remarque	<p>Le site est soumis à autorisation.</p> <p>Rubriques : - 2260.1 : autorisation - 2940.2a : autorisation - 2410.1 : enregistrement</p> <p>Pour faire suite aux différentes évolutions de la nomenclature des installations classées, l'exploitant fera parvenir une mise à jour du classement de ses installations.</p>
6.2	<u>Dispositions Générales</u> Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comporte explicitement les contrôles à effectuer en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.	Remarque	<p>L'exploitant dispose d'un livret d'accueil traitant des thèmes relatifs à la sécurité et à l'environnement de l'entreprise.</p> <p>Le travail de mise en place des consignes d'exploitation de l'ensemble des installations a été initié par la rédaction de gammes de sécurité et d'entretien.</p> <p>Ce travail de rédaction des consignes d'exploitation de l'ensemble des installations est à poursuivre afin de garantir un système de sécurité optimal des installations.</p>
7 APC 18/03/2002	<u>Prescriptions particulières applicables à la chaufferie gaz</u> <u>Ventilation</u> Sans préjudice des dispositions du Code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosible ou nocive. La ventilation doit assurer en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement des appareils de combustion, au moyen d'ouvertures en partie haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.	Pas de Remarque	<p>L'exploitant nous informe lors de la visite d'inspection que la chaudière gaz sert seulement lorsque la chaudière bois est hors service (panne ou maintenance).</p> <p>Elle est située dans des locaux ventilés de façon à éviter la formation d'une atmosphère explosible.</p>
	<u>Alimentation en combustibles</u>		Présence d'un dispositif manuel de coupure de gaz à l'extérieur du bâtiment.

Article	Exigence(s) à vérifier	Nature du constat	Constats / Commentaires / Observations
	<p>Les réseaux d'alimentation en combustible doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées.</p> <p>Un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans un endroit accessible rapidement en toutes circonstances, - à l'extérieur et en aval du poste de livraison du combustible. <p>Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouvert et fermée.</p> <p>La coupure de l'alimentation en gaz sera assurée par 2 vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz et un pressostat. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.</p> <p>Tout appareil de réchauffage d'un combustible liquide doit comporter un dispositif limiteur de la température, indépendant de sa régulation, protégeant contre toute surchauffe anormale du combustible.</p> <p>Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible. Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.</p> <p>La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectuera selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant. Les obturateurs à opercule, non manœuvrables sans fuite possible vers l'atmosphère, sont interdits à l'intérieur des bâtiments.</p> <p><u>Contrôle de la combustion</u></p> <p>Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant, d'une part de contrôler leur bon fonctionnement et, d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.</p>		Présence d'un dispositif de contrôle de la flamme.

Article	Exigence(s) à vérifier	Nature du constat	Constats / Commentaires / Observations
	<p>Les appareils de combustion sous chaudières utilisant un combustible liquide ou gazeux comportent un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement doit entraîner la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.</p> <p><u>Aménagements particuliers</u></p> <p>Les murs d'enceinte de la chaufferie sont coupe feu 2 heures. Deux extincteurs adaptés au risque sont placés dans le local chaufferie.</p> <p>La communication entre le local chaufferie contenant les appareils de combustion utilisant du gaz et d'autres locaux, si elle est indispensable, s'effectuera par un sas fermé par deux portes pare-flamme un demi-heure.</p> <p>Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préalable, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, doit être mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux, exploitées sans surveillance permanente ou bien implantées en sous sol.</p> <p>Ce dispositif doit couper l'arrivée du combustible et interrompre l'alimentation électrique à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion. Un dispositif de détection d'incendie doit équiper les installations implantées en sous-sol.</p> <p>L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. La fiabilité des détecteurs est adaptée aux exigences du présent article. Des étalonnages sont régulièrement effectués.</p> <p>Toute détection de gaz, au-delà de 60% de la limite inférieure d'explosivité, conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu en raison de l'absence de risque généré par son fonctionnement ou parce qu'il est nécessaire à la mise en sécurité des installations. Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.</p>		<p>L'exploitant dispose d'un contrat de maintenance pour la chaudière gaz avec 5 visites annuelles pour les tests et la maintenance.</p> <p>S'agissant de la partie ESP, un organisme extérieur indépendant effectue un contrôle une fois par an.</p> <p>Murs en béton.</p> <p>Présence de détecteurs de gaz.</p> <p>Les détecteurs font l'objet de contrôles et d'étalonnages réguliers pour garantir leur fiabilité. (contrat de maintenance).</p> <p>Au-delà de 60 % de la LIE, l'installation est mise en sécurité.</p> <p>L'exploitant nous informe qu'à la suite d'un problème de circulation d'eau, la chaudière gaz n'a pas été utilisée de juillet à novembre dernier.</p>

Article	Exigence(s) à vérifier	Nature du constat	Constats / Commentaires / Observations
10	<p><u>Entretien et maintenance</u></p> <p>L'exploitant entretient en bon état et vérifie les matériels, appareils et réseaux nécessaires au transport et au stockage des substances toxiques, dangereuses ou insalubres, à la prévention, à la collecte, au traitement et à la mesure des pollutions, ainsi que ceux nécessaires à la sécurité.</p> <p>Pour ce faire, il procède ou fait procéder à toutes mesures utiles telles que inspections, vérifications, étalonnages, visites périodiques de contrôle, visites d'entretien préventif. Il diligente sans délai les réparations et mises à niveau dont la nécessité est ainsi mise en évidence.</p> <p>Il justifie que ces mesures sont suffisantes et conserve les justificatifs de leur réalisation.</p>	Pas de remarque	L'exploitant nous informe que la vérification et la maintenance des appareils / équipements sont principalement réalisées par le personnel de la société.
11.1	Les installations de prélèvement d'eau, quelle qu'en soit l'origine, sont équipées de dispositifs de mesures volumétriques. Ils sont relevés hebdomadairement et les résultats sont portés sur un registre.	Pas de remarque	L'exploitant procède au relevé hebdomadaire de ses compteurs d'eau (réseau et puits).
11.2	Réseaux Clapet anti-retour sur le raccordement au réseau public ou sur un forage en nappe.	Remarque	Il est demandé à l'exploitant de procéder à un contrôle régulier de son clapet anti-retour sur le raccordement au réseau public et de mettre en place une procédure associée à cette opération.
11.4	<p>Cuvettes de rétention</p> <p>Tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention...</p> <p>Le bâtiment abritant le stockage de colle est disposé en rétention d'un volume au moins égal à la capacité du stockage par la mise en place d'un seuil d'au moins 5 cm de haut.</p> <p>Le stockage des liquides ... dangereux pour l'environnement n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou équivalent.</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citerne sont</p>	Pas de remarque	<p>Présence de rétention sur le site notamment pour les produits dangereux pour l'environnement.</p> <p>Les volumes n'ont cependant pas été vérifiés.</p>

Article	Exigence(s) à vérifier	Nature du constat	Constats / Commentaires / Observations
	étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles... Les stockages de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.		
13	1. Eaux domestiques et eaux vannes raccordées au réseau public d'assainissement. 2. Eaux pluviales et eaux propres rejetées au réseau pluvial ou milieu naturel. 3. Eaux des cuvettes de rétention et du bassin de confinement rejetées au réseau eaux pluviales après contrôle. 4. Eaux résiduaire : traitement des eaux de voirie par un séparateur d'hydrocarbures.	Pas de remarque	Le séparateur d'hydrocarbures est nettoyé une fois par an par une société extérieure.
17.2 / 19.2 / 21 + Article 4 et 6 de l'APC du 18/03/2002	Art 4 et 6 de l'APC : installations de combustion 3 générateurs : bois, fuel et gaz naturel vitesse des gaz en sortie des 3 cheminées respectivement : 4 - 4 - 8 m/s Valeurs limites de rejet pour l'installation de combustion au gaz naturel : SO ₂ : 35 mg/Nm ³ NO _x : 150 mg/Nm ³ CO : 100 mg/Nm ³ Poussières : 5 mg/Nm ³	Remarque	L'exploitant a fait procéder aux mesures de rejets de substances à l'émission dans l'atmosphère : (rapport en date du 24 novembre 2016) <ul style="list-style-type: none"> • Pour la chaudière gaz : <ul style="list-style-type: none"> ▪ non conforme en NO_x ▪ vitesse d'éjection non mesurée en raison de l'absence de point de mesure. • Pour le cyclofiltre : aucun écart constaté. • Dépoussiéreur : aucun écart constaté.
17.3 / 19.3	Autres installations 3 cyclones : broyeur, bâtiment 25 et bâtiment 21 Valeurs limites en poussières Concentration : 50 mg/Nm ³ et Cyclone broyeur : 1,08 kg/h et 17,28 kg/j Cyclone Bât 25 : 0,95 kg/h et 15,02 kg/j Cyclone Bât 21 : 0,067 kg/h et 1,072 kg/j		Il est demandé à l'exploitant de réaliser les réglages de la chaudière gaz pour obtenir une concentration en NO_x conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 mars 2002.

Article	Exigence(s) à vérifier	Nature du constat	Constats / Commentaires / Observations
21	Enregistrement - résultats des contrôles des rejets à l'atmosphère.		
27	Enregistrement Registre de contrôle des déchets	Pas de remarque	L'exploitant dispose d'un registre informatique de la production et de l'élimination des déchets.
29	<u>Accès, surveillance</u> Les zones dans lesquelles il existe des situations dangereuses en fonctionnement normal des installations, définies sous la responsabilité de l'exploitant, se situent à l'intérieur d'un périmètre dont l'accès est réglementé. Les accès à l'établissement sont constamment surveillés ou, à défaut, fermés. Seules les personnes autorisées par l'exploitant sont admises dans l'établissement.	Pas de remarque	L'accès du site est réglementé (panneaux, barrière), mais le site n'est pas entièrement clôturé.
30	<u>2- Installations électriques</u> Les installations électriques sont conformes à la réglementation en vigueur et en particulier aux normes NFC 14 100 et NFC 15100. De plus, dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives, l'exploitant définit et utilise des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion. Les appareils et masses métalliques exposés à de telles atmosphères (poussières combustibles, solvants,...) sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles. La mise à la terre est unique et effectuée suivant les règles de l'art ; elle est distincte de celle des dispositifs éventuels de protection contre la foudre. Les caractéristiques de ces équipements sont périodiquement vérifiées et sont conformes aux normes en vigueur. Les installations sont efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants de circulation.	Remarque	<p>Les installations électriques sont contrôlées une fois par an par un organisme extérieur agréé.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rapport des vérifications des installations électriques : 10 mars 2016 → 110 observations relatives aux installations du domaine Haute tension. <p>L'exploitant nous informe de la mise en place d'un plan d'action pour les non-conformités électriques. Les travaux de mise en conformité ont été engagés mais ne sont pas finalisés à ce jour. Dans le plan d'action, les non-conformités sont classées puis traitées par ordre de priorité.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rapport d'examen d'installations électriques par thermographie infrarouge → 4 points de température anormale ont été relevés. <p>L'exploitant nous informe que les travaux ont été réalisés sur 3 anomalies. Le dernier problème nécessitant des travaux plus importants sera traité durant les congés de décembre 2016, période durant laquelle l'usine est à l'arrêt.</p> <p>L'exploitant nous informe par ailleurs que le poste 20 000 V a été complètement remplacé.</p>

Article	Exigence(s) à vérifier	Nature du constat	Constats / Commentaires / Observations
			Il est demandé à l'exploitant de poursuivre la mise en conformité électrique de ses installations en levant les non-conformités électriques dans les meilleurs délais.
32	Moyens de secours et d'intervention 1 - les moyens de détection et d'alarme sont accessibles en permanence 2 - Formation 3 - Consignes 4 - Plan d'intervention 5 - Moyens matériels et humains 2 réserves incendie 2 poteaux incendie de capacité mini de 60 m³/h RIA (5 bâtiments déroulage - 9 dans les autres bâtiments) 6 extincteurs CO ₂ 35 extincteurs poudre	Remarque	Le site ne dispose pas d'alarme d'évacuation dans les bâtiments. Les consignes de sécurité sont affichées. L'exploitant ne dispose pas de plan d'intervention en cas de sinistre. → Un plan d'intervention en cas d'incendie devra être établi en lien avec le SDIS. Présence d'extincteurs sur le site. Présence de deux réserves incendie (150 m³ et 460 m³). Il est rappelé à l'exploitant que ces deux réserves incendie doivent être pleines toute l'année. Il lui est donc demandé de prendre des mesures afin de garantir en permanence le volume d'eau maximal des deux réserves incendie. Présence de 2 poteaux incendie à proximité du site. Il est demandé à l'exploitant de faire contrôler le débit de ces poteaux incendie. Plus généralement, il est demandé à l'exploitant de se rapprocher du SDIS pour : - une visite complète du site (ateliers de production, chaudières...) avec les pompiers, - une vérification du dimensionnement des moyens matériels, - organiser un exercice pour tester le plan d'intervention en cas d'incendie.
33	Contrôles Contrôles des installations électriques une fois par an Contrôles des extincteurs tous les ans	Pas de remarque	Les contrôles ont été réalisés conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral. Dernier contrôle moyens de lutte contre incendie (RIA, extincteurs...) : septembre 2016.